

24^{es} semaines
européennes
de la philosophie



6 questions à

Jean Quétier et Jean Sève

Autour de l'ouvrage *Penser avec Marx
aujourd'hui. IV. Le communisme ?* de Lucien Sève
aux éditions La dispute

Questions posées par Jérôme Skalski

08/12/2020

Citéphilo

Transmettre
édition 2020

1

Dans son dernier ouvrage, Lucien Sève s'attache à suivre l'histoire du mot et du mouvement communiste au XIXe siècle. Que nous apprend une telle enquête ?

Jean Sève

L'ensemble du tome IV (comme des trois autres volumes qui le précèdent) a pour fondamental objectif de nous faire redécouvrir la pensée-Marx, pour une très grande part ignorée, voire occultée. On connaît l'une des raisons de cette histoire, l'ancien non-accès aux textes mêmes. Après sa mort en 1883, on ne lit plus ou peu Marx dans le texte car la plupart de ses œuvres ne sont ni publiées ni traduites. Marx devient inaccessible pour le plus grand nombre, à quelques expressions près. Ce qu'on sait de Marx est ce qu'on en dit ou en écrit. Le marxisme n'est plus la pensée-Marx et Marx, en tout état de cause, n'aurait pas pu être marxiste. On peut parler d'un grand fourvoiement général (notamment sur le communisme) dont on ne sort finalement que très récemment. L'autre facteur décisif est l'immaturation de la question communiste, ne serait-ce qu'au regard du très faible développement des forces productives (ce que les communistes ont ignoré c'est qu'une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir), ce qui laisse toute latitude à la social-démocratie, dans un contexte d'essor du capitalisme et de son universalisation/mondialisation, de prendre les commandes des alternatives possibles.

Au terme de cette histoire ultra-résumée, la visée communiste a été délaissée, perdue. Elle est donnée partout pour utopique (ce qui est conforme à l'état réel du monde pour une part) et les « communistes » militent pour un socialisme plus ou moins nationalisé. Le poison du stalinisme fait son œuvre et partout on croit à une nécessaire phase socialiste préparatoire

au basculement dans le communisme. Piloté par en-haut, mésestimant gravement et coupablement l'initiative citoyenne et l'ambition fondatrice de mettre un terme aux aliénations, autoritaire et fondamentalement déresponsabilisant, le « socialisme réel » devient un régime « sui generis » totalement étranger à l'idée communiste, voire au socialisme bien compris. Dans le même temps, le capitalisme piloté par la doxa libérale fait sauter les frontières et permet un essor spectaculaire des rapports marchands tout en créant les conditions de son propre dépassement. La redécouverte de la visée communiste, spectaculaire depuis plusieurs décennies quoiqu'encore trop marginale, devient alors une absolue nécessité afin d'éviter la catastrophe.

Que nous apporte comme éclaircissements « Communisme ? » sur cette visée. En tout état de cause, le « communisme » n'a jamais été présent là où on l'y a vu, à savoir les pays socialistes et le mouvement communiste international. De fait, le communisme n'est pas un idéal mais un mouvement réel qui s'opère sous nos yeux et qu'il faut entretenir dès à présent. Il repose d'abord, très paradoxalement, en plein capitalisme, sur des initiatives, plus ou moins conscientes et plus ou moins abouties, de rupture avec l'ordre dominant, impulsées par des hommes et des femmes qui ont pour but de développer des rapports clairement postcapitalistes mais toujours fragiles et récupérables par le capital, jamais donc pérennes par nature et toujours plus ou moins infestées par le mode de production dominant (par exemple l'utilisation du salariat), mais pouvant s'institutionnaliser (à l'image de la Sécurité sociale), impliquant « communisation »

des rapports, ce qui exclue donc en principe toute forme d'appropriation privative (« bien commun »), toute finalité capitaliste, proscrivant l'intervention de l'État (qui n'est pourtant jamais très loin), avec comme visée l'intérêt commun, l'utilité sociale, la promotion d'une solidarité principielle et fondamentalement responsable, inventant et réinventant de nouveaux rapports entre les hommes et leur environnement, promouvant également de nouveaux rapports de genre et de « races ».

On peut parler d'« évolution révolutionnaire » et il n'est pas étonnant que Jaurès et Lénine, les seuls qui ont véritablement lu Marx dans le texte, deviennent à l'occasion des références encore utiles, voire essentielles.

Jean Quétier

Le long premier chapitre de l'ouvrage étudie de façon extrêmement minutieuse et précieuse la manière dont Marx et Engels ont été amenés à théoriser le communisme en leur temps. Le fait même de consacrer plus de 300 pages à cette question constitue d'une certaine façon un événement au sein de la recherche actuelle consacrée à l'œuvre des deux auteurs, qui connaît un renouveau incontestable depuis un peu plus d'une décennie mais a parfois tendance à laisser un peu de côté les aspects les plus directement politiques de leur œuvre.

Les leçons de cette enquête sont multiples et s'articulent toutes autour de la thèse décisive d'après laquelle le communisme doit être compris comme une « visée » et non comme un « projet ». Lucien Sève entend ainsi montrer, en s'appuyant notamment sur L'Idéologie allemande, que le communisme ne renvoie nullement, chez Marx et Engels, à la description d'un état futur idéal, forgée de façon subjective par des théoriciens débordants d'imagination. Il désigne bien plutôt, selon les termes mêmes de Lucien Sève, « la direction dans laquelle est à opérer une fondamentale transformation sociale, dont le résultat concret ne saurait être déterminé d'avance indépendamment de ce qu'en seront les présuppositions et circonstances singulières ».

Mais cette histoire critique de la visée communiste qui constitue l'objet véritable du livre ne se borne pas à l'œuvre de Marx et Engels, ni même au seul XIXe siècle. Elle fait également une large place à l'analyse de l'évolution du marxisme au cours du XXe siècle, et singulièrement au léninisme. Dans un cas comme dans l'autre, Lucien

Sève recourt à une disjonction terminologique entre, d'une part, les vues théoriques et démarches pratiques propres aux auteurs, et, d'autre part, ce qu'il présente comme des déformations doctrinaires ultérieures. Sous sa plume, donc, marxien et marxiste, pas plus que léninien et léniniste, ne doivent être considérés comme des synonymes. De ce point de vue, si le bilan qu'il dresse du marxisme et du léninisme comme idéologie de parti et d'État est d'une grande sévérité, Lucien Sève récuse également très nettement la thèse d'une filiation allant de Marx à Staline en passant par Lénine. Si l'idée selon laquelle Staline serait déjà dans Marx n'est plus aujourd'hui soutenue par grand monde, il n'en va pas tout à fait de même concernant Lénine, et il convient de saluer l'effort de réhabilitation mené par Lucien Sève en la matière. On trouvait déjà cette perspective à l'œuvre dans son ouvrage intitulé Octobre 1917 : les analyses de Lénine n'y étaient certes pas présentées comme susceptibles d'orienter l'action communiste d'aujourd'hui, mais elles n'en étaient pas moins désignées comme « ce qu'il y eut de mieux dans le mouvement révolutionnaire de jadis ».



Une des thèses défendues dans cet ouvrage par Lucien Sève, est l'idée que les expériences de « socialisme réel » au XXe siècle n'ont rien eu de communiste et qu'il fallait tracer une ligne de démarcation nette entre socialisme et communisme. Comment est-ce possible ?

Le partage qu'opère Lucien Sève entre socialisme et communisme peut être perçu comme une tentative de reconfiguration profonde d'une distinction qui traverse l'histoire du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. Il s'agit de récuser un schéma théorique classique au sein du marxisme, consistant à présenter le socialisme et le communisme comme deux phases successives du processus révolutionnaire. Cette lecture, qui sera notamment rendue célèbre par Lénine, à travers le commentaire qu'il consacrera, dans *L'État et la Révolution*, à la Critique du programme de Gotha rédigée par Marx en 1875, identifie le socialisme à un moment de transition vers le communisme, qui ne peut qu'être imparfait puisqu'il conserve encore des traits communs avec le mode de production capitaliste dont il vient à peine de s'extraire. Lucien Sève entend montrer que cette pensée de la transition va malgré elle déboucher assez largement sur une pratique de la diversion, consistant à renvoyer à toujours plus tard la mise en œuvre du communisme.

Le refus du schéma classique de la division en deux phases le conduit à présenter socialisme et communisme comme deux orientations politiques fondamentalement divergentes, tout particulièrement en ce qui concerne le rôle de l'État. Sous la plume même de Marx et d'Engels – sinon systématiquement dans les mots, du moins toujours dans la chose – on pourrait ainsi déjà identifier cette disjonction entre une visée communiste principalement fondée sur le dépérissement de l'État et une approche socialiste reposant au

contraire sur l'extension de son emprise. Aux yeux de Lucien Sève, les vicissitudes et les drames du mouvement ouvrier du XXe siècle sont en bonne partie imputables à la confusion entre ces deux orientations. C'est d'ailleurs ce qui le conduit à ne faire usage de l'adjectif « communiste » à propos des expériences menées, en Union soviétique et ailleurs après 1917, qu'en le mettant entre guillemets. L'émergence du national-étatisme stalinien serait de ce point de vue tributaire des apories constitutives du socialisme, bien plus que d'une quelconque inspiration communiste.

On pourra juger que ce diagnostic gagnerait parfois à être nuancé, dans la mesure où, de fait, il conduit Lucien Sève un peu malgré lui, sinon à occulter, du moins à minorer les aspects émancipateurs qui, par-delà les indéniables tragédies, ont également marqué les politiques menées dans les pays du « socialisme réel », lesquelles ne sont pas toutes entièrement réductibles à de simples variantes du stalinisme. C'est d'ailleurs un point sur lequel les travaux de recherche en histoire sociale consacrés à ces régimes insistent aujourd'hui de plus en plus. Il suffit de penser, par exemple, aux mesures prises en faveur de l'autonomie des femmes dans un pays comme la RDA, dont on peut penser, avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, qu'elles ont bel et bien joué un rôle désaliénant. Mais il me semble que l'analyse de Lucien Sève a surtout le mérite d'opposer un sévère démenti à l'idée selon laquelle l'histoire du « socialisme réel » prise comme bloc suffirait à elle seule à ôter toute pertinence au combat communiste d'aujourd'hui, ce qui constitue déjà un élément considérable.

Il se passe quelque chose d'incroyablement révélateur sur la haute dialecticité de l'histoire. D'un côté, le communisme est impossible, comme l'a compris et reconnu Lénine en 1919. Il l'est, d'évidence, en Russie, mais il l'est également ailleurs dans les pays les plus développés de l'époque. La puissance encore novatrice et révolutionnaire du capitalisme, pas encore vraiment limitée par ses propres contradictions, est telle que la perspective communiste ne peut être prise au sérieux (il faudra attendre la révolution néolibérale des années 80 et la fuite en avant ultralibérale de la fin du XXe siècle et du début du siècle actuel, synonyme certes d'émergences capitalistes et d'essor des dernières nouvelles technologies mais aussi de crises financières mortifères révélatrices d'une fuite en avant spéculative d'un mode de production alors en bout de course). De l'autre, l'exploitation de l'homme par l'homme, même encadrée par des États de droit, pousse le mouvement ouvrier à lutter pour de meilleures conditions de travail. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, rejetant la visée émancipatrice globale, les militants ouvriers privilégient le combat syndical avec la limitation du temps de travail, l'augmentation des salaires, la reconnaissance de droits et le combat politique à travers le suffrage universel par exemple. Les quelques tentatives d'insurrection échouent et le prix à payer en est toujours exorbitant. La croyance en une « dictature du prolétariat », entretient de terribles illusions. C'est ainsi que, dans ces conditions, où les rapports de forces sont structurellement défavorables, le mouvement ouvrier devient « socialiste », pratiquant de facto la collaboration de classes, l'opportunisme de bon aloi. A fortiori quand la menace fasciste exige la formation de fronts.

Toute perspective socialiste repose,

par définition, sur une collaboration démocratique avec l'État bourgeois et un compromis avec le capital, voire sur la conquête du pouvoir politique, sur une meilleure redistribution des ressources produites par le travail commun, extorqué par le Capital. En ce sens, socialisme s'oppose fondamentalement à « communisme » qui implique le dépassement de l'État, sa destruction et sa reconstruction, autrement dit sa sursumption et l'abolition de toute forme d'appropriation privative, exigeant l'invalidation du pouvoir des actionnaires. Chacun le sait, jamais aucun socialiste n'a admis la renonciation principielle au droit de propriété, sinon dans les discours, et par là aux droits inaliénables des producteurs, et les nationalisations n'ont jamais été que des étatisations.

Le « socialisme réel » a été au final, malgré d'incontestables avancées dont il reste à en faire l'inventaire précis, un vaste fourvoiement, obnubilé, vampirisé par la confrontation avec l'Ouest, ne recherchant que la voie la plus rapide vers le développement économique susceptible de lui donner des marges manœuvres au demeurant vitales pour lui pour sa simple survie. Non, il n'y a rien eu de communiste dans le socialisme réel et il n'est rien resté aujourd'hui de cette histoire. Néanmoins, sans avoir poussé encore la réflexion sur cette question, il reste à démontrer que le « socialisme réel » a été incapable de créer aucune des conditions nécessaires pour le dépassement de la société de classes. Il faudra bien un jour analyser, sous cet angle, nolens volens, l'histoire de la Chine, où comment le PCC, malgré tout, « involontairement » (?), crée les pré-supposés nécessaires à la révolution communiste, comme le font tout État bourgeois digne de ce nom.

3

Dans *Capitalexit ou catastrophe*, l'idée d'une tendance allant « de la gratuité des soins médicaux à la retraite par répartition, du salaire à vie des fonctionnaires à la gratuité du don du sang, de l'initiative des lanceurs d'alerte à l'expérience gestionnaire des coopérateurs » est identifiée à une négativité interne au capitalisme dans nos sociétés. Dans quelle mesure peut-elle être pensée comme un paradigme révolutionnaire ?

Jean Sève

Négativité interne au capitalisme et donc positivité interne et externe exprimant des concrétions d'un nouveau mode de production postcapitaliste au sein de cette formation sociale. C'est ce que j'ai appelé des futurs présents, traductions de possibles postcapitalistes.

Cela implique tout un ensemble de présupposés. Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'émergent ces possibles ? J'en vois au moins deux fondamentales, le développement d'individus capables d'avoir une plus grande prise collective sur la société et conscients des fins et d'autre part la maturation de la crise du capitalisme, qui est, selon moi, triple : crise du libéralisme (en tant qu'idéologie mais également en tant que politique économique) et crise par là du marché soi-disant auto-efficient (qui pourrait suggérer que la conquête de l'Etat et la réalisation de politiques d'inspiration keynésienne suffiraient), mais, plus fondamentalement crise du capitalisme en tant que mode de production (crise environnementale et crise anthropologique), ce qui induit, à un troisième niveau, une crise de la société de classes et des rapports associés. Plus rien aujourd'hui ne permet de considérer comme efficient le fait qu'un homme puisse acheter la force de travail d'un autre. Dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, c'est non seulement contre-productif mais ruineux !

Cette triple crise porteuse de chaos ouvre la voie à des alternatives. Cela se traduit alors par des possibles réels, des futurs présents, préfiguration d'une révolution en cours. Concrètement, pour reprendre les exemples cités, l'essor de la gratuité, dont celui du sang est significatif en tant que solution

postcapitaliste à l'inefficience des rapports marchands, l'institution de la retraite par répartition, au-delà de la solidarité entre générations, traduit l'efficacité d'un salaire continué et ouvre la voie à une solution plus globale, déjà visible avec le statut de la Fonction publique, véritable chiffon rouge pour la bourgeoisie, l'implication croissante des citoyens dans la vie associative, dans l'économie sociale et solidaire, dans la contestation au sens politique du terme de leurs conditions de vie, tout cela constitue, à mon sens, l'amorce d'un processus de prise de conscience d'une nécessaire réappropriation de nos moyens de production et d'échange, et par là de l'improbable formation d'une classe en soi, à défaut d'être encore pour soi.

En ce sens, oui, il y a bien là un processus révolutionnaire en cours. Mais rien ne dit que ce processus nous évitera la catastrophe, car, dans le même temps, il faut bien voir que l'effondrement de nos sociétés ouvre la voie à de terribles autres possibles.

Jean Quétier

Là encore, cette réflexion est étroitement liée à la dimension anti-utopique caractéristique de la visée communiste. Si cette négativité interne n'existait pas, on retomberait rapidement dans ce « donquichottisme » déjà dénoncé par Marx dans les Grundrisse. Lucien Sève a insisté sur l'importance politique de la catégorie philosophique de la « présupposition », héritée de la pensée hégélienne. Il en résumait le sens dans Capitalexit ou catastrophe en affirmant qu'une part de demain « existe dès aujourd'hui, fût-ce en négatif », ce qui constitue précisément le point d'appui fondamental d'une stratégie transformatrice victorieuse.

Ces présuppositions ne doivent d'ailleurs pas être réduites, comme on a parfois eu tendance à le faire dans l'histoire du marxisme, au seul développement des forces productives compris en un sens étroitement technique. Elles renvoient également à des conquêtes déjà obtenues grâce aux luttes passées et présentes, selon une logique qui est celle du « réformisme révolutionnaire » dont a parlé Jean-Paul Scot au sujet de Jaurès.

Lucien Sève porte de ce point de vue un regard très attentif aux les réformes mises en place par les ministres communistes dans la France de la Libération – le statut de la fonction publique mis en place par Maurice Thorez ou encore le régime général de la Sécurité sociale créé par Ambroise Croizat – dans lesquelles il voit autant de brèches profondes creusées au cœur même de la société capitaliste.



L'évolution sociale du « capitalisme réel » d'après-guerre ne fut-il pas aussi l'effet d'une intériorisation d'éléments fondamentalement progressistes, à la fois socialistes et communistes, de l'expérience du « socialisme » non seulement en tant que dynamique sociale, système d'organisation militante articulée à l'idée de parti et de syndicat mais aussi en tant qu'incarnation étatique ?

Jean Quétier

Parler d'intériorisation, c'est d'une certaine façon accepter l'idée que le capitalisme aurait été assez puissant pour absorber les forces qui le nient et en éteindre tout potentiel subversif. Je ne crois pas qu'il faille présenter les choses ainsi, même si je n'entends pas nier la capacité du capitalisme contemporain à s'approprier une partie des critiques qui lui sont opposées. Il suffit de penser au destin de la « critique artiste » analysé par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le Nouvel esprit du capitalisme*...

Mais il me semble que dans le cas des réformes révolutionnaires que nous avons évoquées, le capitalisme néolibéral a plutôt cherché à les attaquer frontalement qu'à les intégrer, peut-être justement parce qu'elles étaient littéralement « irrécupérables ». Lucien Sève voyait d'ailleurs dans les propos de Denis Kessler invitant à défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance une « cynique confirmation que ces grandes réformes étaient bien d'essence révolutionnairement anticapitaliste ».

Je crois qu'il en va d'une certaine façon de même des formes d'organisations traditionnelles du mouvement ouvrier que sont le syndicat et le parti. L'idéologie néolibérale ne cherche pas du tout à les récupérer mais bien plutôt à les ringardiser, en les renvoyant sans cesse à un univers supposément révolu. Sur ce point précis, ou peut-être plutôt sur les conséquences qu'il convient d'en tirer, mon analyse diverge quelque peu de celle que Lucien Sève avait pu formuler à la fin de sa vie en présentant la forme-parti comme

irrémédiablement périmée. L'urgence me semble plutôt être de renforcer, en les réinventant, ces structures qui, au cours de l'histoire, ont permis à des millions de personnes issues des milieux populaires de prendre leurs affaires en main sur leur lieu de travail mais aussi dans la sphère publique et parfois jusqu'au plus haut niveau de l'appareil d'État. Les partis ouvriers et les syndicats ont joué un rôle décisif dans le processus qui, depuis le milieu du XIXe siècle, a conduit de larges couches de la population à sortir du rôle subalterne qui leur était assigné et, ce faisant, à contester efficacement l'ordre établi : c'est en bonne partie pour cette raison qu'ils sont la cible privilégiée des attaques menées par le capital.

Jean Sève

Plutôt que d'intériorisation, il faudrait plutôt dire parler de cohabitation entre des logiques concurrentes, fruit de rapports de forces temporairement très favorables. Dans cette logique de confrontation de classes, les partis politiques, à commencer par le parti communiste, et les syndicats ont pu réussir à l'occasion à imposer ou à négocier des avancées qui se révéleront importantes et qui sont autant de présupposés nécessaires à une dynamique révolutionnaire. Mais ce qui frappe davantage est l'intégration progressive de ces « forces progressistes » dans la dynamique capitaliste d'ensemble et leur abandon de visées révolutionnaires. Par là, il y a bien un échec majeur de la forme-parti et encore plus visible pour la forme-syndicat.

5

Préoccupé par l'idée d'individualité, la pensée de Lucien Sève se veut également une pensée débouchant sur une critique démocratique de la démocratie dans l'horizon du « dépérissement de l'État ». Quel rapport entre ces pôles de sa pensée?

Jean Quétier

Le travail mené par Lucien Sève autour de la question des formes historiques de l'individualité constitue sans doute l'un des apports les plus importants de sa pensée. Au sein du marxisme au sens large, peu de théoriciens se sont aventurés comme lui sur ce terrain difficile, qu'on finirait par croire définitivement acquis aux libéraux, tant est ancrée l'idée selon laquelle le communisme serait exclusivement préoccupé par les enjeux collectifs. Lucien Sève rappelait souvent cette anecdote relatée par l'écrivain est-allemand Stephan Hermlin, qui expliquait avoir longtemps lu à l'envers la célèbre phrase du Manifeste du parti communiste dans laquelle Marx et Engels déclaraient que l'ancienne société bourgeoise devait être remplacée par « une association dans laquelle le libre développement de chacun » serait « la condition du libre développement de tous ».

Depuis son ouvrage classique de 1969, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Lucien Sève avait cherché à donner consistance à la thématique de l'individu « totalement développé » en la présentant comme la clef de voûte du communisme. Il en a progressivement tiré l'idée d'un communisme « individuelliste », appelé à battre en brèche l'individualisme bourgeois sur son propre terrain, ce qui signifie au fond que le capitalisme n'est pas un mode de production qui accorde trop de place à l'individualité, mais au contraire trop peu. Les réflexions qu'il a pu mener dans ce cadre, notamment sur la notion d'emploi du temps, sont au plus haut point stimulantes. Elles entretiennent évidemment un

lien étroit avec la question du dépérissement de l'État, ne serait-ce que parce que cette perspective demeurerait impensable sans un considérable accroissement des dynamiques d'autonomie individuelle à tous les niveaux. Briser la logique étatique ne signifie pas autre chose que de créer les conditions permettant que chacune et chacun puisse prendre une part active à la direction des affaires communes. Lénine ne disait pas autre chose lorsqu'il entendait faire en sorte que la simple cuisinière soit progressivement en mesure de gouverner.

Jean Sève

Pour en avoir quelquefois discuté avec lui, et qui est incidemment évoqué dans nos échanges dans « Capitaletix ou catastrophe », cette question du « dépérissement de l'État » ou plutôt de son dépassement est un vaste chantier où rien n'est encore établi. On peut néanmoins, de façon extrêmement sommaire, partir d'un exemple concret, qui n'engagera que moi. On déplore et on dénonce les innombrables violences policières qui se sont produites ces derniers temps en France et, quant au fond, on remet en question l'État répressif qui fait de la police un instrument aux ordres d'une société de classes. Alors que la police, dans une perspective postcapitaliste, doit avant tout être vue comme un service public au service de la population et donc en lien avec elle. Cela débouche possiblement sur une police de proximité immergée dans son territoire. Il y a bien là en germe ce fameux dépassement de l'État bourgeois. Or cette révolution implique, à l'évidence, une révolution anthropologique qui fasse émerger des individus « désaliénés », responsables, conscients de leurs droits et de leurs devoirs, et surtout une révolution plus générale de sortie de la société de classes, ce qui impliquerait au minimum la mise en place d'un « salaire à vie ». On voit donc bien la connexion entre dépassement de l'État et émergence de nouvelles formes d'individualités.

6

Inachevé, le livre de Lucien Sève se veut défricheur d'autres horizons pour le présent et l'avenir. Lesquels souhaiteriez-vous souligner ?

Jean Sève

Lucien Sève annonce, en guise de postface, une triple question qu'il formule ainsi : celle de la maturité historique du communisme, celle de sa finalité civilisationnelle et enfin celle de sa faisabilité politique. Si la première a été largement argumentée, les deux autres n'ont pas vraiment pu être développées bien qu'il avait déjà beaucoup avancé dans son travail préparatoire sur ces questions. Il est clair que la dernière passe pour être la plus ardue.

En ce qui me concerne, je privilégie encore l'observation et l'analyse de ces rapports postcapitalistes déjà-là, malgré leur évidente marginalité. Ils constituent, à mon sens, de très précieux points d'appui dans une perspective révolutionnaire.

Jean Quétier

J'en retiendrai principalement deux. Le premier concerne le rapport extrêmement fécond que Lucien Sève entretenait à la pensée de Marx. Peu sont ceux qui, comme lui, ont su allier l'exigence d'une lecture historique et critique des textes et l'ambition d'en faire un usage tourné vers le présent et l'avenir. Son œuvre montre qu'il est possible de se référer de façon productive à la théorie de Marx sans jamais sombrer dans le dogmatisme, et sans la vider de son potentiel subversif. Le second relève plutôt du diagnostic porté sur la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, et porte sur ce que Lucien Sève a nommé la « cause anthropologique », qu'il appelait à défendre avec non moins de vigueur que la cause écologique. C'est aujourd'hui le genre humain lui-même que le capitalisme met dans un grave péril. Dans un article publié en 2011 dans *Le Monde diplomatique*, Lucien Sève avait entrepris de pointer les différents symptômes de cette logique de décivilisation chaque jour plus présente : « marchandisation de l'humain, dévaluation des valeurs, évanouissement du sens ». Il me semble que son cri d'alerte mérite plus que jamais d'être entendu.



Depuis près de 25 ans

Depuis près de 25 ans à Lille, dans sa métropole, et dans les Hauts-de-France, dans de nombreux lieux culturels et d'éducation (musées, théâtres, médiathèques, lycées, universités, etc.), CITÉPHILO propose des rencontres, gratuites et libres d'accès (dans les limites imposées toutefois cette année par les règles sanitaires), avec des intellectuels et des chercheurs, issus de tous les domaines de la pensée (philosophes, sociologues, anthropologues, scientifiques, artistes, etc.), autour d'un livre ou d'un thème. En cette période troublée entre toutes, où nous oscillons entre la sidération et les opinions réversibles, il est peut-être plus utile que jamais de venir partager le travail et les questions de celles et ceux qui prennent le temps d'une élaboration patiente et rigoureuse de leur pensée.

Écouter, lire, comprendre, c'est ce que propose CITÉPHILO à chacun.e en vue de résister à la passivité comme à la facilité, d'éclairer notre expérience présente, individuelle et collective, et de promouvoir le plus largement possible une citoyenneté exigeante.

Arnaud Bouaniche, président de PhiloLille

www.citephilo.org



Photo : © Photo de Samuel Buton
prise lors d'une résidence à Naplouse :
«Portons nous bien», par la compagnie
XY.